

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 04/AONO/ARMP/CIPM/2026 DU
15 MAI 2026 POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DES PLAQUES
SOLAIRES A L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (PHASE II)

1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans sa quête perpétuelle de la performance, l'ARMP fait face à ces difficultés d'ordre techniques imposés par son environnement, notamment ses ruptures fréquentes d'énergie électrique, l'empêchant souvent la production sereine des résultats les plus optimaux. Pour y pallier l'Agence se doit de se doter d'une source d'énergie secondaire.

A cet effet, le Directeur Général lance pour le compte de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition et l'installation des plaques solaires.

2- CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

La prestation, objet du présent dossier d'appel d'offres, consiste en la fourniture et l'installation, à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, du nécessaire solaire constitués ainsi qu'il suit :

- Panneaux solaires de 25 KWc ;
- système de mise à la terre ;
- Armoire de convertisseurs solaire hybride et armoire de contrôle d'énergie 50 KVA ;
- Baie de stockage des batteries au lithium ;
- Les câbles électrique et appareillages de protection ;
- Les chemins de câbles ;
- Formation des utilisateurs.

3- TRANCHES /ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres comporte un lot unique.

4- COÛT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet est de cent cinquante millions (150 000 000) Francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

5- DELAI D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai d'exécution est de six (06) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Le lieu de livraison est l'Immeuble siège de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.



6- PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent dossier d'Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

7- FINANCEMENT

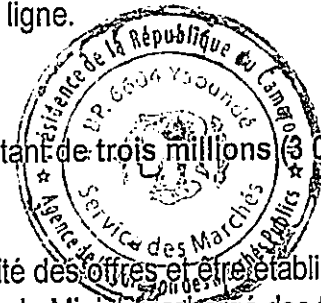
La prestation, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres, est financée par le Budget de l'Agence de Régulation des Marchés Publics au titre de l'exercice 2026, imputation : 03.07.01.09/244 190.

8- MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9- CAUTION DE SOUMISSION

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de trois millions (3 000 000) Francs CFA.



Cette caution devra être valable trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres et être établie par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, dont la liste figure en pièce N°15 du présent DAO.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.

10- CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'immeuble siège de l'Agence (porte 6039). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armac.cm).

11- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu, dès publication du présent avis par voie de presse écrite ou par voie d'affichage, dans les locaux de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent cinquante mille (150 000) Francs CFA payable dans le compte CAS-ARMP N°33598860001/94 ouvert à la BICEC et représentant les frais d'achat du dossier.

12- REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18 JUIN 2024 à 13 heures, Heure Locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : les tailles maximales des documents, qui vont transiter sur la plateforme et constitués l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13- RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.



Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le 18 JUN 2025 à 14 heures (Heure Locale), par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et munis du justificatif de leur mandat.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

15- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

15.1 - Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence de caution de soumission timbrée au tarif en vigueur et accompagnée du récépissé de consignation à la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis;
- Capacité financière \geq à quarante-cinq millions (45.000.000) F CFA ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces;
- Absence de prospectus et fiches techniques en couleur et de l'équipement proposé en précisant la marque;
- Non-respect d'au moins 6 critères essentiels sur 8;
- Absence de la lettre de soumission ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la charte d'intégrité ;
- Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon d'un Marché public durant les trois dernières années ;
- Absence de l'autorisation du fabricant ;
- Non-respect des qualifications et de l'expérience du conducteur des travaux (à savoir un ingénieur de conception du Génie électrique, électrotechnique ou énergies renouvelables, inscrit dans son ordre professionnel, avec cinq (05) ans d'expérience minimum dans les travaux des installations électriques et cinq (05) missions similaires) ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires;
- Absence du sous-détail des prix unitaires ;
- Absence d'un programme de formation conforme au Cahier des Spécifications Techniques ;
- Non-conformité de l'une des spécifications techniques du matériel de l'équipement proposé.

15.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- présentation de l'offre ;
- Chiffre d'affaires moyen des trois (03) dernières années supérieures à 100 000 000 FCFA TTC (joindre justificatifs, selon le bilan ou la déclaration statistique et fiscale)
- Références générales de l'entreprise;
- Qualification et l'expérience des personnels ;
- Méthodologie, planning et délai de livraison ;
- Service Après-Vente ;
- Matériels ;
- Preuves d'acceptation des conditions du Marché.



Seules les offres ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique une note de 6/8 de oui des critères essentiels seront retenues pour la suite de la procédure.

16- ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt desdites offres.

18- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro (+237) 696 270 785.

19- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'Immeuble siège de l'Agence (porte 6039), dès publication du présent avis.

Yaoundé, le 15 MAI 2026

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS

AMPLIATIONS :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Président CIPM /ARMP
- Affichage chrono



Joseph Ngo

PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

**No. 04/AONO/ARMP/CIPM/2026 OF 15 MAI 2026 FOR THE ACQUISITION AND
INSTALLATION OF SOLAR PANELS AT THE PUBLIC CONTRACTS REGULATORY
AGENCY (PHASE II)**

1- PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

In its continuous pursuit of enhanced performance, the Public Contracts Regulatory Agency is confronted with technical challenges arising from its operating environment, most notably recurrent power outages that disrupt the consistent delivery of optimal results. To mitigate these constraints and ensure operational reliability, the Agency has resolved to secure a sustainable secondary energy source. Accordingly, the Director General, acting on behalf of the Public Contracts Regulatory Agency, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the acquisition and installation of solar panels.

2- CONSISTENCY OF SUPPLIES

The services covered by this Invitation to Tender consist of the supply and installation of the following solar equipment at the Public Contracts Regulatory Agency:

- 25 KWc solar panels;
- Grounding system;
- Hybrid solar inverter cabinet and 50 kVA energy control cabinet;
- Lithium battery storage system;
- Electrical cables and protection equipment;
- Cable trays;
- User training.

3- LOTS

This Invitation to Tender comprises a single lot.

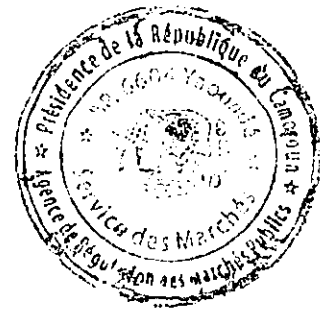
4- ESTIMATED COST

The estimated cost of the project is one hundred and fifty million (150,000,000) CFA francs, all taxes included.

5- EXECUTION PERIOD AND PLACE OF DELIVERY

The execution period is six (6) months from the date of notification of the administrative order to commence the services. The place of delivery is the Head Office of the Public Contracts Regulatory Agency.

6- PARTICIPATION AND ORIGIN



Participation in this Invitation to Tender is open, under equal conditions, to companies duly incorporated under Cameroonian law and established within the Republic of Cameroon. Eligible firms must be in good standing with the tax authorities and must not be subject to exclusion from public procurement.

7- FINANCING

The services covered by this Invitation to Tender are financed by the budget of the Public Contracts Regulatory Agency for the 2026 financial year, budget line: 03.07.01.09/244 190.

8- SUBMISSION METHOD

Bids shall be submitted online.

9- BID BOND

Bids must be accompanied by a bid bond amounting to three million (3,000,000) CFA francs. This bond must remain valid for thirty (30) days beyond the validity period of the bids and must be issued by a first-class banking institution or financial organisation approved by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees within the framework of Public Contracts. Approved bodies are listed in Document No. 15 of this Tender File.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue guarantees in public procurement shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the concerned consultation shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible. Under penalty of rejection, the bid bond must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024 relating to the procedures for constitution, deposit, conservation, restitution, and release of guarantees in Public Contracts.

10- CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The Tender File may be obtained at the Public Contracts Regulatory Agency (Contracts Service), located on the 4th floor of the Agency's head office building (Room 6039). It may also be consulted online via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as well as on the Agency's website (www.armp.cm).

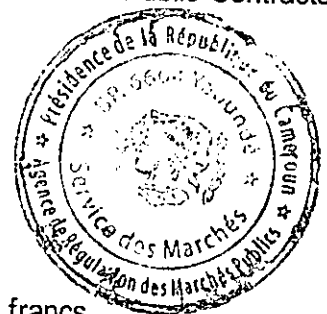
11- ACQUISITION OF THE TENDER FILE

The Tender File may be obtained, upon publication of this notice through the press or by posting, at the premises of the Public Contracts Regulatory Agency, upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs, payable into the CAS-ARMP account No. 33598860001/94 held at BICEC, representing the cost of purchasing the file.

12- SUBMISSION OF BIDS

Each bid shall be written in French or English and must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 8 JUN 2026 at 1 p.m. (local time). A backup copy of the bid saved on a USB key or CD/DVD must also be submitted in a sealed envelope clearly marked "backup copy", in addition to the above indication, within the prescribed deadlines.

Note: The maximum file sizes for documents to be uploaded on the platform and forming part of the bid are as follows:



- 15 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats are as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG format for images.

Bidders are advised to use compression software where necessary to reduce file sizes in accordance with the limits stated above.

13 - ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer and the financial proposal must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall reject bids in the following cases:

- Identification of the bidder on the external envelopes;
- Late submission of envelopes (after the deadline);
- Absence of the reference of the invitation to tender on the envelopes;
- Non-compliance with the submission method;



Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. This specifically includes the absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds in the field of public contracts, or failure to comply with the model documents provided in the Invitation to tender, both of which shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted without any connection to the consultation concerned shall be deemed missing, and any bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

14- OPENING OF BIDS

The bids shall be opened in a single phase on 18 JUN 2026 at 1:00 p.m. (local time) by the Internal Tenders Board of the Public Contracts Regulatory Agency, in the presence of bidders or their duly authorised representatives holding proof of their mandate.

To avoid rejection, all required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the Special Regulations of the Invitation to Tender. Such documents must be valid as of the original deadline for submission of bids.

Should any administrative document be missing or non-compliant at the time of bid opening, the bidder shall be granted forty-eight (48) hours to provide or replace the said document.

15- EVALUATION CRITERIA

15.1- Eliminary Criteria

The eliminatory criteria are as follows:

- Failure to provide a stamped bid security deposit at the current rate, accompanied by the CDEC deposit receipt, upon opening the bids;
- Failure to submit, within 48 hours of the bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of the bid opening;
- False declarations, fraudulent maneuvers, or falsification of documents;
- Absence of color brochures and technical data sheets for the proposed equipment, specifying the brand;
- Financial capacity \geq forty-five million (45,000,000) CFA francs;
- Failure to meet at least 6 out of 8 essential criteria;
- Absence of the letter of submission;
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the social and environmental commitment declaration;
- Absence of a sworn statement attesting to not having abandoned a public contract during the last three years;
- Absence of the manufacturer's authorization;
- Failure to meet the qualifications and experience requirements of the site supervisor (namely, a design engineer in electrical engineering, electrotechnics, or renewable energy, registered with their professional order, with a minimum of five (5) years of experience in electrical installation work and five (5) similar projects);
- Omission of a quantified unit price in the unit price schedule;
- Absence of a detailed breakdown of unit prices;
- Absence of a training program in accordance with the Technical Specifications;
- Non-compliance of one of the technical specifications of the proposed equipment.

15.2- Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated using a binary scoring system (yes/no), based on the essential criteria detailed in the evaluation grid. These criteria include:

- Presentation of the bid;
- Average turnover over the last three (3) years exceeding 100,000,000 CFA francs all taxes inclusive (supporting documents required: balance sheets or statistical and tax declarations);
- General references of the company;
- Qualifications and experience of staff;
- Methodology, schedule, and delivery timeframe;
- After-sales service;
- Equipment;
- Proof of acceptance of contract conditions.



Only bids that obtain at least 6 out of 8 "yes" scores on the essential criteria after the technical evaluation shall be retained for further consideration.

16- AWARD

The Project Owner or Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualifications and is evaluated as the lowest bidder.

17- VALIDITY PERIOD OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

18- COMBATING CORRUPTION AND MALPRACTICES

To report corrupt or bad practices, please contact: CONAC at 1517; the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48; ARMP at (+237) 696 270 785.

19- ADDITIONAL INFORMATION

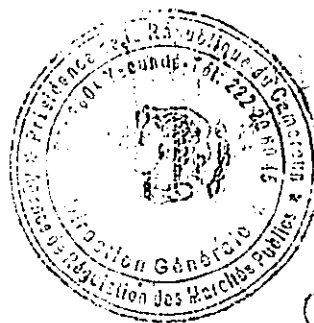
Additional information may be obtained during working hours at the Public Contracts Regulatory Agency (Contracts Service), located on the 4th floor of the Agency's head office building (Room 6039), upon publication of this notice.

Yaoundé, 5 MAI 2018

THE DIRECTOR GENERAL
OF THE PUBLIC CONTRACTS REGULATORY
AGENCY

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP)
- ARMP
- Chairperson, Internal Tenders Board / ARMP
- Notice board/File



Joseph Nge